



Interurbain Isère

3/02/2025

À la « fronde des patrons », opposons l'union de nos colères !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires. Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1er février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui

s'allonge tous les jours. Près de 300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

Les hiboux sur leur branche

Les négociations battent leur plein au niveau conventionnel, comme un prélude aux NAO qui auront lieu dans toutes les entreprises. On se dirige vers un accord des syndicats autour de 2%, à hauteur de l'inflation mesurée, pas de quoi pousser des cris de joie. Surtout que la plupart des entreprises sont au-dessus des minimums conventionnels. Le sous-effectif continue de peser au quotidien sur nos conditions de travail et ne se résoudra qu'avec des augmentations significatives. Dès lors, aller chercher plus que ces 2% dépendra de l'intensité de nos luttes.

La semaine des 4 jeudis

Le dernier jeudi de chaque mois qu'ils disaient ! C'est le jour où normalement la paie tombe à KPA... Déjà, avec ce mois de janvier, le dernier jeudi tombait le 30, c'est-à-dire très tardivement pour un travail dont on rappelle que nous l'effectuons avant d'être payés (et on parle même pas des variables, décalés de plusieurs semaines). Eh bien ça n'a pas suffi ! Il a fallu attendre le vendredi 31 pour que les plus chanceux perçoivent leurs paies... Inadmissible, quelles que soient les explications fumeuses que la direction nous servira ! Ponctualité et anticipation, la base du métier...

Ça casse et ça passe (sous le nez)

750 000 euros de dommages responsables en 2024 à KPA, et c'est une bonne partie de l'intéressement qui s'envole. C'est pas faute de vous avoir prévenus que ces primes étaient aléatoires ! La pénurie de conducteurs entraîne un rajeunissement des effectifs, des collègues moins expérimentés qui causent davantage de dommages, quoi de plus logique ? Les camarades qui s'imaginent qu'une PNA résoudrait ce problème font une double erreur : déjà ça ne fera pas revenir l'intéressement qui reste un piège, et en plus ils font porter une prime par la jeunesse dans le métier d'une partie d'entre nous. Or, pour avoir plus d'argent, mieux vaut aller le chercher dans les poches de son patron que dans celles de ses collègues, les premières sont plus remplies !

Vol de nuit

Pour bénéficier de la majoration des heures de nuit, il faut travailler au moins une heure entre 21h et 6h. Les conducteurs qui commencent après 5h se retrouvent donc floués. Des petites vexations que le patron croit indolores mais qui, au bout du compte, lui rapportent plusieurs milliers d'euros par an.

Nouvelle instrumentalisation du gouvernement

Le gouvernement récupère le grave accident de car ayant causé la mort d'une jeune collégienne pour faire un coup de com' répressif. Assurer notre sécurité et celle des voyageurs est un sujet trop important pour qu'on laisse capo Retailleau faire une démonstration policière aussi intimidante qu'inefficace. Jugez plutôt : près de 10 000 contrôles ont déjà eu lieu et seulement 0,5% des collègues sont en faute. C'est 0,5% de trop, mais ce n'est pas non plus l'épidémie contre laquelle le gouvernement prétend vouloir lutter. Pour enterrer la consommation de substances psychoactives incompatibles avec la conduite, ce n'est pas de flics qui viennent une fois après un drame dont on a besoin, mais d'une conscience professionnelle forte, assise sur des collectifs de travail soudés !

La sécurité n'est pas accessoire

Le drame de Châteaudun nous le rappelle avec cruauté, on ne parvient que très rarement à faire mettre les ceintures aux élèves. Les vidéos qu'on nous montre parfois en formation sont pourtant édifiantes, rester accroché à son siège dans un bus ou un car en cas de choc ou de renversement évite une grande partie des blessures graves, et donc des morts. Alors faire mettre la ceinture ne peut reposer sur les seuls conducteurs, là encore, il faudrait du personnel d'accompagnement pour faire respecter l'attache de la ceinture.

L'écologie court-circuitée

Entre mai 2022 et juin 2023, plus de 500 faux bus électriques ont été immatriculés dans le seul but de récupérer 30 000€ de subventions de la part de l'État pour la transition écologique. Une escroquerie qui est malheureusement ordinaire sous le capitalisme. Tant que l'écologie sera synonyme de subventions plus ou moins indues, elle n'organisera pas une planification réelle de l'économie en fonction des besoins. En attendant, la société perd du temps et de l'argent.

Hydroxylchlorocrème

Interdit de pratiquer la médecine à compter du 1^{er} février et pour une période de deux ans, Didier Raoult a lancé sa marque de crème antirides. Sage décision, il abandonne les traitements farfelus et potentiellement dangereux pour des ingrédients aussi naturels qu'inoffensifs (de l'ail, de l'eau et de l'huile de tournesol, le début d'un bon aïoli). Il pourra sans aucune doute recycler les techniques marketing qu'il avait mis au point pendant le COVID pour écouler ses crèmes dont chaque flacon vaut 75€...



Flashe le QR code pour rejoindre
la liste mail du NPA-R Grenoble

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique - Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org